



SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

QPV Château Blanc

PROJET 2020-2022

SOMMAIRE

Note d'intention : les ambitions d'un projet partagé	p 3
1. Eléments forts du diagnostic	P 4
2. Organisation et méthodologie du travail partenarial	p 6
3. Projets d'action et initiateurs	p 7
4. Quatre axes stratégiques 2020-2022	p 8
5. Prévisions budgétaires	p 16
6. Innover dans une méthodologie d'évaluation qualitative	p 17
7. Etat d'avancement du projet	p 18

Note d'intention : les ambitions d'un projet partagé

Le projet de Cité éducative représente pour les acteurs éducatifs de la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray la reconnaissance d'une implication, d'un investissement dans le champ éducatif, de l'intérêt et de la légitimité des expériences et pratiques déployées depuis plusieurs années sur le territoire. Envisagé comme un projet et non comme un programme, il permettra d'approfondir ce qui s'accomplit déjà en termes de politiques éducatives et contribuera à renforcer la dynamique d'alliances éducatives territoriales. Outil partenarial, il facilitera l'établissement de nouvelles relations ou un renforcement de celles existantes, en les rendant encore plus concertées et ainsi plus participatives et potentiellement plus efficaces.

La coordination et le pilotage du projet permettront une connaissance encore mieux partagée des problématiques et des ressources éducatives. Les pilotes et les acteurs éducatifs contribueront à améliorer la lisibilité des dispositifs de droit commun et spécifiques afin de mieux les articuler et de les mobiliser davantage. Le projet fédérera les acteurs car il engage d'ores et déjà à formuler des objectifs opérationnels communs et à organiser ou à développer de nouvelles synergies. Il devra aussi permettre d'impliquer la population du quartier et de créer les conditions d'une participation pouvant générer elle-même des initiatives portées par les habitants, d'accès à une citoyenneté de droit concrète et active.

Il s'agit, en définitive, de donner du sens à **l'ambition partagée d'une meilleure réussite éducative articulant la réussite scolaire et la qualité de l'environnement et des conditions de vie et d'apprentissage**. C'est ce vers quoi tend l'ensemble des actions éducatives et socioéducatives renforcées ou à engager dans le cadre du projet triennal.

La cité éducative pourra ainsi se construire comme un espace évolutif de co-construction et de mise en œuvre d'actions permettant de répondre aux problématiques spécifiques du quartier Château blanc pris en compte dans les axes stratégiques du projet :

- la santé, les situations de handicap et la protection de l'enfance,
- la maîtrise de la langue,
- la parentalité,
- l'égalité des droits, la lutte contre les discriminations et l'insertion professionnelle.

1. Éléments forts du diagnostic (extraits du dossier de labellisation)

Le quartier prioritaire « politiques de la ville » (QPV) du Château Blanc comprend les secteurs Macé, Wallon, Robespierre, Saint-Just et Eugénie Cotton, soit une superficie de 296 355 m². En 2013, le QPV comptabilisait 4 779 habitants selon SIG POL VILLE, mais le découpage a exclu par erreur l'IRIS Saint-Just. La population à considérer est donc de 5 565 habitants en tenant compte des 4 IRIS du quartier (2015). En outre, la population scolaire des écoles du QPV (premier degré) a augmenté de 23 % depuis 2013.

Cette zone d'habitation a été construite au début des années 60 sous la forme d'un grand ensemble de tours et de barres dont l'originalité tenait au plan masse (Marcel LODS, architecte), avec des îlots fermés (les œufs ou parcs), ceinturés par les voies principales de circulation (les périphériques) et des parkings implantés sur le pourtour extérieur de la cité. Depuis près de quarante ans les opérations de rénovation urbaine ont généré une nette amélioration physique et sociale de la quasi totalité du parc locatif social. Cependant, subsiste au cœur de ces quartiers rénovés, un parc de copropriétés fragile et vétuste.

- **Quelques repères statistiques**
- JEUNESSE : Indice de jeunesse de 2 (EPCI : 1,1), 43 % de - 25 ans (EPCI : 33 %),
- FAMILLE : Couple avec enfants (34 %) et avec 3 enfants et plus (14,6 %) surreprésenté sur le QPV (29,7 % et 7,8 %) ; ménages de 6 personnes ou plus = 7.8 % (EPCI : 1,6 %),
- NATIONALITE : 25,6 % d'étrangers (EPCI : 4,5 %),
- 992 ELEVES du premier degré (rentrée 2018) ; indice de position sociale de l'école élémentaire MACE = 67,7 % et de l'école élémentaire WALLON = 65,2 %,
- 302 COLLEGIENS du QPV (collège Robespierre) : taux de boursiers de 83.8 % dont 40,4% de taux 3) = 79,5 % issus de PCS défavorisées ; taux de boursiers du collège Louise Michel (autre collège des élèves du quartier): 62,2 % dont 19,63 % de taux 3 ; taux de retard en seconde = 37,5 % (EPCI : 31,6 %),
- PART DES 16-24 ANS NON SCOLARISES = 47% (EPCI : 35,9 %),
- MEDIANE des revenus mensuels = 604 € par UC (EPCI : 1664 €) ; premier quartile = 275 € (EPCI : 1028 €) ,
- TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS = 35.6 % (EPCI : 60 %) ; part des emplois précaires = 37,9 % (EPCI : 17,5 %).

- **Quelques données qualitatives significatives**

En lien avec la Caisse d'allocations familiales et dans le cadre de la convention d'objectif globale ont été identifiés : une offre d'accueil collectif insuffisante au regard du nombre d'enfants de moins de trois ans et à la progression des naissances et à l'implantation de jeunes couples avec enfants sur la commune ; une offre d'accueil individuel conséquente mais un taux de chômage des assistant(e)s maternel(le)s important. L'accueil est restreint en école maternelle (18 % des moins de trois ans pour l'année scolaire 2018/2019), taux qui risque de baisser au regard de la saturation actuelle des équipements scolaires.

La typologie de population (familles nombreuses) a une influence sur les mobilités au cœur et vers l'extérieur du quartier, la configuration des espaces publics (circulations piétonnes protégées), le besoin d'espaces verts, d'aires de sport et de jeux de plein air. La nature des équipements et de l'offre éducative, culturelle et de loisirs locale prend en compte ces données sociales : centre social, bibliothèque, stade, gymnases, espace jeunesse, EAJE.

La population est économiquement pauvre ou très pauvre et cela implique de veiller à l'accessibilité des propositions (tarification solidaire municipale), d'accorder une place importante à la solidarité (mairie annexe et antenne du CCAS sur le quartier, CMS-PMI du département,...). Cette solidarité s'exprime aussi par les interventions du quotidien : solidarités de voisinage, familiales et associatives.

La faible qualification de la population et le fort taux de chômage génèrent des risques de reproduction sociale. Il est donc indispensable de proposer des parcours visant à l'émancipation en accordant notamment une place forte à la culture. Les espaces d'accueil et d'accompagnement social pour l'insertion et la formation existent sur le quartier : Mission locale, suivi RSA, maison de l'information pour l'emploi et la formation (MIEF), Club de prévention ASPIC, auto école solidaire, AFPA. Le cumul des fragilités nécessite une présence renforcée des services publics et des institutions sociales (CPAM, CAF).

Le manque de mixité sociale dans Château blanc rend les processus d'intégration fragiles. Le français n'est pas toujours la langue pratiquée dans la famille ou dans les espaces de proximité tels les commerces par exemple. Cette situation nécessite de diversifier les occasions de rencontre avec la langue, ainsi que les espaces d'apprentissage et d'usage du français.

2. Organisation et méthodologie du travail partenarial

La Cité éducative éducative construit son développement local sur un pilotage impliquant trois partenaires via leurs représentants : la DDCS, l'Education Nationale et la commune. Il a été, pour l'instant, fait le choix de constituer deux niveaux de pilotage du projet :

- **Un comité de pilotage restreint (CPR)**

Il intègre les trois pilotes (la Principale du collège Robespierre, la Directrice adjointe de la cohésion sociale et le Directeur général adjoint des services de la commune) ainsi que la déléguée du préfet, l'Inspectrice de l'Education Nationale, le coordonnateur des réseaux, le Principal adjoint du collège Robespierre et le Principal et l'Adjointe du collège Louise Michel. Les trois pilotes, à voix égales, prennent les décisions après consultation des membres. Le CPR, au cours de nombreuses réunions de travail, a ébauché la méthodologie de concertation et d'élaboration du projet avec l'appui technique d'un consultant accompagnant notamment les porteurs d'initiatives (projets d'action) et assurant l'ingénierie lors de la phase d'élaboration (octobre, novembre 2019).

- **Un comité de pilotage élargi (CPE)**

Il intègre l'ensemble des acteurs socioéducatifs intervenant ou susceptibles d'intervenir dans le cadre du projet : institutions et établissements scolaires, services publics et sociaux, associations locales et/ou développant des actions alimentant le projet, prestataires d'actions culturelles, soit plus de cinquante partenaires potentiels. La première réunion (4/10/19) s'est déroulée en deux temps : une présentation de la démarche « Cité éducative » par les pilotes, puis un travail de concertation en quatre groupes de réflexion et de propositions (renforcement ou innovation) par axe thématique ayant permis d'engager la phase d'appel à des projets d'action établis en octobre.

Le CPE sera pleinement associé au déploiement des projets. En outre, au delà d'une approche par axe thématique, des groupes de travail seront constitués dans le but de définir une évaluation qualitative innovante et de coordonner les actions. La dimension expérimentale de Cité éducative induit une évolution du rôle des acteurs et de la nature des actions. Ces dernières seront ajustées ou revues au gré de leur déploiement et au regard des directives communiquées par les ministères de tutelle et des moyens attribués sur les trois années.

3. Projets d'action et initiateurs

- **Les projets d'actions retenus par le comité de pilotage restreint**

Plus de 120 projets d'actions ont été communiqués tout au long du mois d'octobre (voir l'outil utilisé en annexe I). La synthèse ci-dessous présente les 104 projets retenus sans hiérarchisation des priorités. 8 projets d'actions n'ont pas été retenus. Des projets ont été regroupés ou rapprochés par les membres du CPR car des porteurs envisageaient le même type de projet d'action pour le même public. D'autres ont été intégrés dans un ensemble plus vaste notamment pour l'utilisation des crédits 2019 (fonds documentaires et outils numériques des écoles et collèges) ainsi que pour l'aménagement et l'équipement des cours de récréation et des aires sportives ou des espaces d'accueil des familles dans les écoles, à partir de 2020.

<i>Pour mémoire : crédits 2019</i>	<i>7</i>	<i>Occurrences de citation sur les 104 projets d'actions</i>	
Ingénierie et promotion	4	Santé, handicap, protection de l'enfance	18
Ouvrir le champ des possibles	23	Maîtrise de la langue, lexique	42
Promouvoir la continuité éducative	12	Parentalité	32
Conforter le rôle de l'école	7	Droits, lutte contre les discriminations et insertion pro.	48
Multi-objectifs	51	4 axes cochés	4
Nombre de projets d'action 2020-2022	97	Sans axe coché (projets d'action liés à l'ingénierie)	5

Porteurs	Ville	Ecoles	Collèges / lycées	Pôle emploi	Associations	Autres
Nombre de fiches /104	46	12	19	3	12	12

Les porteurs de projet se sont appropriés les enjeux de Cité éducative en intégrant presque pour moitié dans leur proposition plusieurs facettes des trois grands enjeux. Des actions spécifiques innovantes et de renforcement par objectif poursuivi complètent cette approche. L'inscription des projets d'actions dans les différents axes fait écho aux éléments de diagnostic précédemment évoqués. Là aussi les initiateurs de projet identifient deux voire trois axes dans le contenu qu'ils présentent. Enfin le statut des porteurs de projets reflète ce que sont les ressources locales. On notera l'importance du rôle joué par la commune et l'investissement fort de la communauté éducative. Il n'y a pas beaucoup d'associations sur le quartier mais l'investissement des associations implantées dans le quartier du Château blanc (prévention spécialisée, activités socioculturelles, socioéducatives et sportives) est important.

4. Quatre axes stratégiques 2020-2022 : synthèse des enjeux et des objectifs spécifiques

La santé, les situations de handicap et la protection de l'enfance

Indicateurs cités dans le projet de labellisation :

- 79,5% des collégiens issus de PCS défavorisées,
- des familles nombreuses, beaucoup d'enfants dans la population,
- une offre de soin (professionnels de santé) insuffisante sur le territoire du Château Blanc,
- une densité inférieure à la Métropole Rouen Normandie en ce qui concerne l'implantation des médecins spécialistes libéraux,
- un public en situation de fragilité (l'axe santé représente 40% du PRE de la ville de SER),
- une absence d'orthophoniste sur le territoire depuis 3 ans,
- un Centre Médico Psychologique implanté sur le territoire avec 5 psychologues et un psychomotricien exerçant à temps partiel.

- **Les objectifs généraux (traduction opératoire des enjeux)**

A partir des difficultés repérées par les acteurs de terrain et sur la base d'un diagnostic, identifier les leviers permettant de remettre l'enfant ou le jeune sur une trajectoire positive. Permettre d'apporter une réponse adaptée et individuelle à chaque situation.

Favoriser la réussite scolaire et éducative des enfants du territoire du Château Blanc.

Prévenir le décrochage scolaire et soutenir les familles.

L'établissement est situé dans un secteur en déficit de professionnels médicaux et paramédicaux.

Les élèves ont besoin de diagnostic et de prises en charges multiples auxquels les familles ont du mal à répondre faute d'informations suffisantes mais aussi de moyens.

Le nombre d'élèves en situation de handicap ou en attente de reconnaissance faute de diagnostic est en constante augmentation.

Il semble nécessaire aujourd'hui d'accompagner ces familles et ces élèves dans la mise en place de soins (psychologues, orthophonistes, psychomotriciens, ergothérapeutes,...) afin de permettre à ces élèves en grande difficulté de poursuivre une scolarité adaptée.

L'école inclusive n'est possible que si les élèves ont des prises en charge adaptées à la nature de leurs troubles. L'accompagnement en classe nécessite des recommandations spécifiques à chaque élève que, seuls des professionnels de santé sont habilités à donner.

Lien avec le projet pédagogique normand :

Axe 3 – Des territoires d'éducation et de formation –

Objectif 3 : associer étroitement les familles et plus particulièrement celles les plus éloignées de l'École.

Leviers :

- Former davantage les équipes éducatives à la diversité des publics scolaires, à l'accueil et à la communication avec les familles,
- Renforcer les compétences des acteurs professionnels par la formation et créer les conditions d'une collaboration renforcée,
- Développer les temps, les lieux et les outils pour faciliter les échanges avec les familles et leur ouvrir l'École et la classe,
- Faciliter l'accès aux droits pour tous les élèves et leurs familles en collaboration étroite avec les services sociaux et de santé Aménager les espaces de plein air et d'accueil des publics afin de garantir un cadre sécurisant et inclusif,
- Actualiser la connaissance des besoins et promouvoir la scolarisation précoce,
- Développer les pratiques sportives favorisant bien-être et hygiène de vie.
- **Les objectifs spécifiques**
 - Permettre aux élèves d'accéder à une scolarité adaptée,
 - Réduire le nombre d'élèves en attente de prise en charge. Réactiver les réseaux de soins locaux,
 - Faciliter la mise en place de bilans de santé pour aider les familles dans la mise en place du dossier MDPH,
 - Accompagner les familles pour l'accès aux soins.
 - Soutenir et développer des groupes de soutien à la parentalité et à la co-éducation.

Leviers :

- Rénover et équiper les espaces au bénéfice du climat scolaire : aires de sport et de jeux, cours de récréation des écoles et sanitaires, aménagement des espaces d'accueil des familles,
- Établir un diagnostic actualisé des besoins en matière d'accueil de la petite enfance,
- Renforcer la présence et la qualification des ATSEM,
- Former les professionnel(le)s (inter-métiers) au dépistage et à l'accompagnement des troubles spécifiques du langage et des apprentissages (TSLA),
- Proposer des petits déjeuners aux enfants des écoles,
- Renforcer l'offre d'activités sportives pour tous les publics : en temps scolaire et sur le temps périscolaire ou extrascolaire pour les enfants et les jeunes,
- Développer une offre basée de pratiques « sport santé » visant au bien-être corporel, sensibilisant à l'hygiène corporelle et de vie pour les enfants, les jeunes et les adultes,
- Impliquer les familles dans des jardins partagés implantés au cœur du quartier,

- **Les partenaires mobilisés**

- Les services de la ville (sport, restauration municipale, développement social, enfance et jeunesse),
- La confédération syndicale des familles (CSF) pour le projet de jardins partagés,
- Les écoles et les équipes éducatives et de suivi médical et sanitaire des élèves,
- Les services départementaux (CMS, PMI), la CAF, l'ARS, les professionnels de santé.

Une approche globale des questions de santé doit être privilégiée sur ce territoire. Le réseau d'acteurs et de dispositifs tels que CLSPD, CCAS, CAF, PRE... doit être mobilisé. La cité éducative s'intègre parfaitement dans ce réseau.

La maîtrise de la langue

- **Les objectifs généraux (traduction opératoire des enjeux)**

- Placer la maîtrise de la langue française et en particulier l'oral au cœur des apprentissages et des actions de la Cité éducative pour contribuer à la réduction des inégalités sociales liées aux usages de la langue et du langage dans et hors de l'école,
- Favoriser l'accrochage scolaire mais aussi l'insertion professionnelle,
- Proposer des actions en direction de tous les publics de 0 à 25 ans, qu'ils soient élèves, adolescents, décrocheurs mais aussi parents et adultes.

- **Les objectifs spécifiques**

Public préscolaire : mettre en œuvre une coordination « petite enfance » partenariale et améliorer l'accueil collectif en crèche, aider à la séparation par la fréquentation de structures collectives, par exemple, mettre en place le « Parler Bambin » dans les crèches de la Cité éducative en lien avec les enseignants des écoles maternelles et des classes de TPS en particulier, impliquer les parents dans l'exercice de la parentalité.

Public « maternelle » : favoriser la scolarisation précoce des enfants et augmenter l'accueil dès deux ans (déjà 3 classes de TPS sur le QPV), impliquer les familles dans le parcours de leur enfant en maternelle, renforcer les partenariats pour un apprentissage de la langue française dans et hors l'école maternelle en associant les adultes.

Cycle 2, 3 et 4 et au-delà : conforter la maîtrise de la langue française pour les plus jeunes élèves à l'école élémentaire, poursuivre le déploiement des classes dédoublées de CP et de CE1, construire un parcours d'apprentissage de la langue française du cycle 2 au cycle 4 afin d'améliorer les résultats des élèves au DNB (épreuve orale de présentation d'un objet d'étude) et au BAC (Grand oral : épreuve de 20 minutes), réduire les écarts de réussite avec les autres territoires, favoriser la pratique de la langue française pour les adultes (parents, jeunes en insertion...) : diversifier les espaces d'apprentissage et d'usage du français, préparer les jeunes en recherche d'emploi : Entretien d'embauche et rédaction de C.V. en renforçant les alliances éducatives, repérer, accompagner et mobiliser les « publics invisibles ».

- **Education aux médias**
 - Promouvoir l'éducation aux médias et à l'information tout au long du parcours.
- **Accès à la culture**
 - Favoriser le travail sur la langue en lien avec les actions culturelles,
 - Ouvrir le quartier à la culture et permettre aux familles d'accéder à une offre particulière.
- **Objectifs transversaux et inclusifs des familles et partenaires**
 - Intervenir sur le climat scolaire et sur la bienveillance entre enfants /adultes par l'aménagement et les ressources mises à disposition : aménagement des cours d'écoles, des espaces intérieurs (classes, restaurant scolaire...),
 - Créer des lieux et des espaces « parents » en leur donnant les moyens d'être des acteurs de la co-éducation,
 - Accompagner les parents délégués,
- **Les partenaires mobilisés**
 - Équipements et offres éducatives : bibliothèques, centre social, stades et gymnases, conservatoire, Rive gauche, EAJE, espaces périscolaires,
 - Associations : APELE interlude, mission locale, ASPIC, AFPA, CSF, associations d'éducation populaire, CANOPE,
 - Coordination REP et REP+,
 - Les établissements scolaires ou universitaires : écoles maternelles, élémentaires, collèges (2), lycées (2), universités, (UFR sciences), INSA, ESIGELEC, CESI...

La parentalité

Constats : en 2016, le collège Robespierre a accueilli des élèves de 16 origines différentes et accueille régulièrement des élèves primo-arrivants. Les parents rencontrent souvent des difficultés à appréhender le système scolaire français, à aider scolairement leurs enfants et ne se rendent souvent dans l'établissement qu'à la suite d'une convocation. La plupart ignore les aides, les options, les dispositifs et les activités proposés par l'établissement.

- **Les objectifs généraux**

- Renforcer les espaces d'apprentissages de la langue pour les parents afin de leur permettre de soutenir les apprentissages des enfants,
- Améliorer la communication entre les familles du quartier et les services publics, favoriser le maintien d'un climat scolaire apaisé, reposant sur un maillage de partenariats et d'actions,
- Réduire la fracture vie scolaire / vie familiale,
- Renforcer les liens sociaux, la mixité sociale et les pratiques solidaires,
- Répondre aux interrogations des familles pour accompagner au mieux leurs enfants,
- Promouvoir et faire vivre l'accès à la culture et à l'éducation artistique en famille.

- **Les objectifs spécifiques**

- Aménager l'espace d'accueil des familles dans l'école (OEPRE, conseils de classe individualisés, formation des délégués de parents, école des parents, « 2 heures dans la peau d'un collégien » ,...),
- Développer les actions de maîtrise de la langue pour les adultes,
- Proposer des journées spécifiques valorisant les savoir-faire et l'engagement des familles (journée de la solidarité, activités artistiques...),
- Permettre l'accès aux spectacles et aux œuvres dans le quartier et dans les équipements de diffusion locaux,
- Familiariser avec la langue dans le cadre d'animations en famille (contes en famille,...)
- Faire entrer le livre dans les familles (bibliothèques,...),
- Éducation aux médias (défi sans écran),

- Développer les actions d'éducation aux médias (centre socioculturel, collèges,...),
- Impliquer les groupes familiaux dans des actions permettant l'appropriation de leur lieu de vie et une sensibilisation au développement durable (jardins partagés).

- **Les partenaires mobilisés**

- Les écoles et les collèges,
- Coordination REP,
- Les services de la ville : centre socioculturel Jean Prévost, le Rive gauche, le conservatoire municipal,
- Les associations : ASPIC, CSF, APELE interlude, La Passerelle,
- Des compagnies et des intervenants (théâtre, conte, musique...).

L'égalité des droits, la lutte contre les discriminations et l'insertion professionnelle

- **Les objectifs généraux**

- Former à la citoyenneté,
- Ouvrir le champ des possibles en matière d'orientation et d'emploi,
- Lutter contre l'illettrisme,
- Permettre l'accès aux droits et à la culture,
- Améliorer l'accès aux dispositifs d'insertion professionnelle et d'emploi.

- **Les objectifs spécifiques**

- Améliorer matériellement l'accès aux apprentissages,
- Prévenir la radicalisation,
- Susciter la réflexion (vivre ensemble, égalité hommes-femmes...),
- Faire découvrir des univers professionnels (images de science...),
- Pratiquer des activités artistiques diverses comme vecteur de la liberté d'expression (théâtre, musique, arts plastiques),
- S'approprier son lieu de vie (jardin partagé, aires de sport et de jeux),
- Connaître les métiers (forum, parcours avenir...),
- Etre accompagné individuellement dans son projet scolaire ou universitaire (mentorat, tutorat, MAPS,...),
- S'insérer socialement et professionnellement (chantiers d'insertion, chantiers à contrepartie).

- **Partenaires mobilisés**

- Pôle emploi,
- la MIEF, l'AFPA,
- CANOPE,
- Les services de la communes (développement social, centre socioculturel...),
- Les écoles et les collèges (OEPRE),
- Les associations : ASPIC, l'AFEV, INSA, La Passerelle, APELE interlude.

5. Prévisions budgétaires

- Projets sur crédits 2019

INTITULE	Demande Crédits 2019	Coût total des projets 2019
Ingénierie de projet	9 900 €	12 400 €
Développement du sport urbain	50 000 €	68 000 €
Reportage graphique	10 000 €	12 768 €
Fonds documentaire réseaux Cité éducative	12 000 €	14 400 €
Equipement numérique Collège Robespierre	14 200 €	17 040 €
Expérimentation « Petits déjeuners »	3 740 €	4 188 €
TOTAL	99 840 €	128 796 €

- Projets 2020-2022 (synthèse élaborée à partir des données du tableau triennal joint)

Ces tableaux présentent les montants totaux des engagements financiers des porteurs d'action, chacune d'entre elle fera l'objet d'un co-financement à hauteur d'au moins 20% par le porteur.

Budget prévisionnel 2020

Humain	293 680 €
Action	795 440 €
Ingénierie	23 218 €
Investissement	267 630 €
COÛT TOTAL DES PROJETS	1 379 968 €
DEMANDE DE FINANCEMENT	924 610 €

Budget prévisionnel 2020- 2022

Humain	880 840 €
Action	1 843 941 €
Ingénierie	37 500 €
Investissement	533 630 €
COÛT TOTAL DES PROJETS	3 295 911 €
DEMANDE DE FINANCEMENT	2 152 928 €

6. Innover dans une méthodologie d'évaluation qualitative

Est formulée ici une hypothèse de travail visant à une évaluation qualitative basée sur des témoignages de jeunes stéphanois (enfants et adolescents), d'adultes et de parents du quartier : les parcours qui fonctionnent, les parcours difficiles, les situations d'échec répétées.

Par cette recherche-action, il s'agirait de tenter d'identifier les facteurs facilitant ou freinant la réussite éducative dans le contexte spécifique de Château blanc et de l'offre éducative de services dans la commune et dans le quartier. Cette recherche-action serait basée sur des entretiens (individuels ou collectifs en petits groupes informels ou peu formels avec des entretiens semi-directifs) à partir d'un échantillon d'habitants du quartier (à concevoir) depuis les enfants de primaire jusqu'aux jeunes suivis ou ayant été suivis ou accompagnés du point de l'insertion socioprofessionnelle ou de la formation, et ceux n'intégrant ou n'ayant intégré aucun dispositif institutionnel. Cette approche complémentaire des productions habituelles pourrait permettre de compléter les critères et indicateurs institutionnels quelquefois trop centrés sur les données quantitatives ne permettant pas de qualifier de manière fine et contextualisée la réussite éducative ; il importerait en amont de définir en CPE, puis de mettre en œuvre le projet et le protocole de recherche-action avec un groupe de professionnel(le)s (dans sa diversité de métiers et d'institutions de référence) issus du CPE.

Cette démarche initiale pourrait aussi perdurer tout au long des trois années du dispositif avec d'autres jeunes, adultes ou familles, lors du passage de la structure petite enfance à l'école maternelle, de la maternelle au primaire, du primaire au collège, du collège au lycée, du lycée (ou non) à d'autres formes de formation ou d'insertion professionnelle (ou non). L'analyse biographique des parcours pourrait permettre de dégager des éléments de compréhension plus fins des mécanismes de réussite (ou d'échec) et ainsi d'affiner les propositions au regard du suivi et des pédagogies de parcours individualisés dorénavant presque systématisées dans les dispositifs d'accompagnement et de réussite éducative locaux. Outre l'intérêt potentiel de cette démarche en termes d'évaluation, elle pourrait être un support à une meilleure concertation ou coordination, voire à une meilleure cohérence et complémentarité ou co-construction du projet éducatif local avec les différents acteurs.

7. Etat d'avancement du projet

• Forces et leviers

- Volonté de mutualiser des compétences et de faire vivre la complémentarité,
- Investissement et mobilisation de la communauté éducative et des acteurs du quartier,
- Ressources et propositions en matière d'activités culturelles y compris pour lutter contre l'illettrisme et développer les actions d'alphabetisation pour tous les publics,
- Importance accordée à l'environnement de vie et de travail pour les publics et les acteurs.
- Forte mobilisation des pilotes,
- Volonté affirmée des acteurs de s'investir : comité de pilotage élargi, nombre de projets d'action transmis,
- Capacité collective à produire des propositions,
- Tissu associatif identifié et structuré impliqué dans le projet,
- Stabilité et engagement des équipes enseignantes.

• Méthodologie de mise en œuvre

Le début de l'année 2020 sera consacré à définir le dispositif pérenne de suivi et de pilotage ainsi que les modalités et règles d'actualisation du programme d'action à partir d'une analyse dynamique des enjeux sur le territoire et de la mobilisation des partenaires. De même, sera élaborée une méthodologie d'évaluation qualitative et une modélisation du système d'acteurs. Cette évaluation sera réalisée dans le but d'éviter les redondances et de permettre un travail fin sur les complémentarités.

Au regard des axes stratégiques du projet, la priorité sera accordée :

- à compléter les actions et dispositifs mis en œuvre dans le cadre du CLS et des CESC, en fonction des arbitrages de l'ARS,
- à mettre en œuvre dans les classes les actions relatives à la parole de l'élève (web radio) et des sciences cognitives (recherche-action),
- à faire vivre l'implication du conseil citoyen, du collectif famille du centre social, des parents d'élèves ainsi que l'ensemble des instances des deux réseaux d'éducation prioritaire,

- à mobiliser les démarches en cours au sein du réseau local d'insertion de la commune au bénéfice de la cité éducative (public visé : 16-25 ans, NEET).

Les pilotes de Cité éducative du quartier Château blanc de Saint-Etienne-du-Rouvray ont résolument souhaité inscrire leur action dans une démarche de projet partagé. La possibilité donnée aux acteurs éducatifs locaux de s'approprier la Cité éducative a pour finalité une complémentarité éducative renforcée et innovante (projets d'action, hypothèse d'une méthodologie d'évaluation participative complémentaire des indicateurs habituels). La réponse institutionnelle à ce projet global conditionne la poursuite du travail engagé avec les porteurs de projet dans le cadre du comité de pilotage élargi. Les membres seront informés de la finalisation de cette première phase et les modalités de déploiement des actions, notamment pour 2020, se poursuivront.